Pris en étau entre le cynisme et la brutalité de Minsk, qui organise un flux migratoire entre le Moyen-Orient et l'Europe pour faire pression sur l'UE, et l'intransigeance de Varsovie, qui se barricade, des milliers d'exilés doivent survivre dans des conditions extrêmes à la frontière orientale de l'UE, devenue zone de non-droit.

Article publié en coopération avec la Heinrich-Böll-Stiftung Paris, France.

Depuis l'été, la Pologne connait une pression inédite à sa frontière orientale, avec le Bélarus. De concert avec la Lituanie voisine puis l'Union européenne, la Pologne accuse le despote du Bélarus Alexandre Loukachenko d'ouvrir une nouvelle route migratoire, dans le but de faire pression sur l'UE qui lui a imposé des sanctions après sa réélection frauduleuse en août 2020.

Le gouvernement polonais répond par la manière forte. Quinze mille soldats seraient déployés dans l'espace frontalier pour prêter main-forte aux gardes-frontière de la région de Podlachie pour refouler sans ménagement les migrants sans leur permettre de faire valoir leur droit à l'asile, en contravention des règles internationales. Une zone d'exclusion longeant la frontière tient à l'écart les humanitaires et les journalistes.

Les conséquences humaines sont tragiques pour plusieurs milliers de personnes prises en étau entre Minsk et l'UE, qui doivent survivre dans des camps de fortune par des températures négatives la nuit.

Deux journalistes du Courrier d'Europe centrale sont sur place et arpentent la région frontalière du côté polonais.

Reportage avec les bénévoles à la frontière qui tue, entre la Biélorussie et la Pologne

Dans les coulisses d'un refoulement à la frontière polono-bélarusse. « L'étranger a déclaré vouloir se rendre en Allemagne »

6 janvier 2022, 19h – Empêchée par les autorités d'aider les migrants, MSF quitte la Pologne

L'organisation humanitaire des Médecins Sans Frontières a annoncé quitter les régions frontalières entre la Pologne et le Bélarus en raison de l'obstruction de Varsovie et de « la volonté délibérée de l'UE d'empêcher les personnes de demander l'asile à ses frontières », déplore MSF. **Lire la suite ici**

27 décembre, 8h – Reportage en Pologne orientale, où la crise migratoire divise les villageois

Éprouvées par le drame humanitaire qui se joue sous leurs yeux, les communautés villageoises de Podlachie se divisent sur les réponses à apporter à la crise migratoire que traverse le pays depuis maintenant cinq mois. Lire notre reportage à Białystok, Sokółka et Hajnówka. En accès libre !

22 décembre, 8h – L'ONU critique la Pologne et le Bélarus

Dans un communiqué en date du 21 décembre, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme appelle la Pologne à respecter le droit international en matière d'asile.
« Dans une atmosphère dominée par les discours sécuritaires et alimentée par des discours anti-migrants, des pratiques et des choix politiques qui sont faits des deux côtés violent les droits humains des réfugiés et des migrants. Nous exhortons donc une fois de plus la Biélorussie et la Pologne à veiller à ce que les droits humains des réfugiés et des migrants soient au centre de leurs actions », peut-on lire dans le communiqué.

L'ONU appelle la Pologne à abroger sa législation qui lui permet de de renvoyer immédiatement les personnes qui entrent sans passer par des postes frontaliers officiels.
Dénonçant le fait que « la Pologne détient également systématiquement les migrants et les réfugiés qu'elle n'a pas renvoyés au Bélarus », l'ONU demande aussi aux autorités polonaises de recourir à des « alternatives non privatives de liberté », notamment en ce qui concerne les enfants.

8 décembre, 11h30 – Une nouvelle victime et une enfant de 4 ans disparue en Pologne

Une enfant de 4 ans a disparu de nuit à la frontière polono-biélorusse après que ses parents ont été refoulés en Biélorussie par les gardes-frontières polonais. Des bénévoles tentent de mobiliser les services de l'État pour la rechercher, alors que les températures sont glaciales et que le corps d'une nouvelle victime a été découvert.

Eileen, 4 ans, disparue à la frontière polono-biélorusse, recherchée par des bénévoles

30 novembre, 18h – La Pologne adopte une loi « sur la protection des frontières nationales »

La chambre basse du Parlement polonais a adopté ce mardi 30 novembre une loi « sur la protection des frontières nationales » dont l'objectif premier est de réguler l'accès à la région frontalière à la suite de l'extinction de l'état d'urgence le jeudi 2 décembre prochain. ***Lire la suite* ici.**

30 novembre, 10h – Les migrants traqués en Biélorussie et refoulés vers l'Irak

Après avoir favoriser leur venue, les autorités du Bélarus font la traque aux migrants qui espèrent encore atteindre l'Union européenne, pour les refouler de force vers le Moyen-Orient. « La chasse aux migrants a commencé à Minsk », écrit OKO.Press. Près de 2 000 personnes auraient déjà été refoulées vers l'Irak. Pendant ce temps, la propagande de Minsk tourne à plein régime pour présenter Loukachenko en sauveur des migrants.

Les migrants traqués en Biélorussie et refoulés vers l'Irak

24 novembre, 12h – Human Rights Watch pointe les violations des droits humains par le Bélarus et la Pologne et le silence de l'Europe

L'organisation non-gouvernementale Human Rights Watch a publié un rapport documentant les graves violations de droits humains commises des deux côtés de la frontière polono-bélarusse. Elle pointe aussi la passivité complice de l'Union européenne.

Lire Human Rights Watch pointe les violations des droits humains par le Bélarus et la Pologne et le silence de l'Europe

23 novembre, 8h – Les visas de tourisme des migrants au Bélarus expirent peu à peu

Combien de migrants se trouvent actuellement sur le territoire du Bélarus ? Entre 8 000 et 12 000 personnes, selon les estimations relayées dans la presse polonaise et bélarusse. 4 000 à 5 000 personnes se trouveraient dans les camps installés près du poste frontière de Kuźnica, et les autres seraient disséminées dans tout le pays.

Aux abords du poste frontière de Kuźnica, qui a focalisé l'attention des médias du monde entier la semaine dernière, les autorités biélorusses ont créé des camps temporaires pour les migrants, avec possibilité d'accès à des soins médicaux, des repas chauds et d'acheter de la nourriture. La propagande du régime de Loukachenko vante le traitement « humain » que reçoivent les migrants au Bélarus alors que la Pologne ne leur ouvre pas ses portes.

OKO.Press écrit que dans l'ombre des négociations avec les Occidentaux, Loukachenko est en train d'alimenter une nouvelle route migratoire vers l'oblast de Brest, plus au sud.

Ailleurs dans le pays, la crise migratoire a fait de la location d'appartements une activité lucrative, écrit OKO.Press. Les prix des locations ont doublé depuis la mi-octobre où une nuit en appartement de 40 mètres à Minsk coûtait 50 dollars. De plus, les migrants sont exposés à des amendes et à l'extorsion car « beaucoup d'entre nous ont des visas expirés, donc théoriquement, nous restons illégalement en Biélorussie », témoigne l'un d'eux.

19 novembre, 15h – Le camp de Kuźnica vidé de ses occupants : vers un apaisement des tensions ?

Le camp établi le lundi 8 novembre non loin du poste-frontière de Bruzgi-Kuźnica, du côté bélarusse, a été vidé de ses habitants, indique la police polonaise (voir aussi cette vidéo).

Les derniers exilés contraints de camper dehors ces derniers jours ont été hébergés dans un entrepôt situé côté bélarusse de la frontière, et transportés, dans des lieux non précisés. Hier 18 novembre, un premier vol à destination de l'Irak a quitté le sol bélarusse avec environ 400 personnes à bord.

Le gouvernement indique néanmoins que la situation est loin d'être stabilisée. La nuit dernière, les gardes-frontière ont enregistré plus de 250 tentatives de franchissement de la frontière, dont par un

groupe comptant 500 personnes et un autre 50 personnes.

Varsovie a posé un ultimatum : Minsk doit mettre fin aux tensions à la frontière d'ici à dimanche 21 novembre. À défaut, la Pologne menace de fermer ses connexions ferroviaires avec le Bélarus au niveau du poste-frontière de Bruzgi-Kuźnica.

18 novembre, 14h – Un enfant d'un an est décédé en Pologne

Un enfant d'un an, dont les parents syriens blessés ont du errer dans les forêts pendant un mois et demi, est décédé, ont fait savoir les sauveteurs du Centre polonais pour l'aide internationale (Polskie Centrum Pomocy Międzynarodowej – PCPM). La crise à la frontière a fait au moins 11 morts des deux côtés de la frontière polono-biélorusse, selon les données officielles, dont huit corps ont été retrouvés du côté polonais. ***Source : Gazeta Wyborcza***

18 novembre, 13h30 – Tribune libre de la sociologue Izabela Wagner

Pourquoi des milliers d'activistes et de médecins polonais prêts à intervenir ne peuvent pas sauver la vie des exilés dans l'espace frontalier avec la Biélorussie ? Il suffirait d'une phrase, d'un ordre. Dans ce texte, la sociologue Izabela Wagner dénonce la politique inhumaine des autorités polonaises avec le soutien tacite de l'Europe.

« Les exilés supplient l'Europe d'intervenir car ils sont en danger de mort » en Pologne orientale

18 novembre, 10h30 – Le camp de Kuźnica vidé d'une partie de ses habitants

Le camp formé le 8 novembre près du poste-frontière de Bruzgi-Kuźnica, du côté biélorusse, a été vidé d'une grande partie de ses occupants. Une vidéo publiée par le ministère polonais de la Défense montrait les exilés quittant le camp sous escorte d'agents biélorusses en uniforme. Un second camp a été établi à proximité immédiate du poste-frontière. D'après les autorités polonaises, environ 1000 personnes vivraient sur les deux camps.

18 novembre, 10h30 – Fin des vols au départ de Beyrouth

Les autorités polonaises ont annoncé que la Direction générale de l'aviation civile libanaise avait imposé des restrictions sur les vols à destinations de Minsk. Seuls les citoyens bélarusses ou les personnes détenant un visa ou un titre de séjour émis par Minsk auront le droit de voyager en direction de ce pays.

17 novembre, 10h30 – Trois journalistes agressés par des militaires polonais

L'incident s'est produit mardi 16 novembre dans l'après-midi, dans la petite localité de Wiejki, située à une dizaine de kilomètres de la frontière biélorusse. Maciej Nabrdalik (New York Times), Maciej

Moskwa (Testigo) et Martin Divíšek (European Pressphoto Agency – EPA) documentaient la présence de l'armée dans l'espace frontalier, mais se trouvaient hors de la zone d'urgence qui exclut la presse. Ils ont été arrêtés par des soldats qui les ont extirpé de leur véhicule en les insultant, avant de procéder à l'examen des contenus des cartes mémoires de leurs appareils photo. Les trois photographes ont ensuite été menottés après l'arrivée de la police. ***Source : Press Club Polska***

17 novembre, 7h – 12 blessés côté polonais mardi

Les affrontements mardi entre des migrants et les forces de sécurité polonaises, séparés par la frontière, ont fait 12 blessés côté polonais : 9 policiers, 2 garde-frontières, 1 soldat. *Source : Polska Policja*

16 novembre, 19h30 – Notre reportage à Minsk avec les migrants coincés

Arrivés à Minsk, par avion et sur invitation des autorités bélarusses, des centaines d'Irakiens et de Syriens attendent au Bélarus un hypothétique passage de la frontière est-européenne. Un reportage d'Ania Nowak.

>>>> Au Bélarus, les migrants venus d'Irak et de Syrie dans une situation intenable

16 novembre, 13h – Des migrants s'en prennent à la police polonaise

« *L'assaut sur la frontière a été contenu et la situation à proximité du point de passage Kuźnica-Bruzgi s'est calmée* »« , écrit le journal *Gazeta Wyborcza*. Ce mardin matin, des migrants ont tenté de fendre la clôture de barbelés et ont lancé des projectiles sur les forces de police polonaise aux abords du passage frontalier de Kuźnica. La police polonaise a répliqué avec des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes et un canon à eau.

D'après les autorités polonaises, un policier et une garde-frontière ont été grièvement blessés. Les forces de l'ordre ont riposté en faisant usage de canons à eau et de gaz lacrymogène. Plusieurs vidéos indiquent que les exilés ont été reconduits au camp de fortune établi à proximité du poste-frontière, après quelques heures d'affrontements.

> Kolejny obraz pokazujący dzisiejsze ataki na polską granicę, polskich żołnierzy i funkcjonariuszy. ? pic.twitter.com/rtvzOHKJeq
> — Stanisław Żaryn (@StZaryn) November 16, 2021

15 novembre, 13h – La tension est à son maximum à la frontière polono-bélarusse.

Alors que la semaine écoulée s'était déroulée sans incident majeur aux abords du poste frontière de Bruzgi-Kuźnica, la Pologne s'est réveillée en état d'alerte.

Comme le redoutait Varsovie, des centaines de personnes se sont rassemblées devant le poste-frontière. Les vidéos diffusés sur les réseaux sociaux par les autorités polonaises montrent un face à face entre une foule fatiguée et un impressionnant dispositif militaire et policier.

Le ministère de la Défense indique que le camp de Bruzgi-Kuźnica a été vidé. Ces derniers auraient été conduits par les autorités bélarusses près du poste frontière pour « tenter de forcer la frontière » affirme Varsovie.

> The video gives a good idea of what the situation at the Kuznica-Bruzgi border crossing looks right now. The crowd doesn't fit on the road, lots of migrants have to wait behind the fence. pic.twitter.com/G9nCECIg9T
> — Tadeusz Giczan (@TadeuszGiczan) November 15, 2021

15 novembre, 10h – L'association des Médecins à la frontière passe le flambeau

L'association « Medycy na Granicy » (Médecins à la frontière) a fait savoir qu'elle mettait fin à ses activités à compter du 15 novembre. C'est le service d'urgence médicale du Centre polonais d'aide internationale (Polskie Centrum Pomocy Międzynarodowej – PCPM), l'une des plus importantes associations humanitaires polonaises, qui a pris le relais de ses activités à proximité de la zone frontalière. Le passage de flambeau a été avancé d'un jour après que le véhicule de l'association a été visé par un acte de vandalisme.

L'association « Medycy na Granicy » avait été formée fin septembre par un groupe de médecins animés par « l'obligation morale d'apporter une aide [médicale] aux personnes sont la vie et la santé sont en danger ». (Voir le reportage d'Oko.press)

En dépit de nombreuses demandes, l'association n'a pas été autorisée par le gouvernement à opérer dans la zone couverte par l'Etat d'urgence.

Durant ses presque deux mois d'activité, les Medycy na Granicy ont apporté une aide médicale indispensable aux personnes ayant traversé la frontière polono-bélarusse. Ce faisant, ils étaient également une importante source d'information sur l'ampleur de la crise humanitaire en cours.

15 novembre, 7h – « Les rumeurs selon lesquelles l'Allemagne envisage d'envoyer des bus pour récupérer des personnes du Bélarus sont fausses. »

Les autorités polonaises s'inquiètent de rumeurs affirmant que les autorités bélarusses ouvriront leurs frontières lundi 15 novembre pour laisser transiter vers l'Allemagne les personnes vivant dans le camp improvisé non loin du poste-frontière de Bruzgi-Kuźnica.

Varsovie n'a pas ménagé ses efforts pour contredire ces rumeurs, à grand renforts de messages diffusés au moyen de haut-parleurs près du camp, sur les réseaux sociaux et par sms.

Le ministère allemand des affaires étrangères s'est joint à l'initiative et a diffusé des messages en plusieurs langues sur les réseaux sociaux. « Les rumeurs selon lesquelles l'Allemagne envisage d'envoyer des bus pour récupérer des personnes du Bélarus en passant par la Pologne sont fausses. Ceux qui diffusent ces mensonges mettent les gens en grand danger. »

Plus tôt dans la journée, des vidéos indiquant qu'un grand nombre de personne s'apprêtait à rejoindre le camp avaient été diffusées. Les autorités polonaises ont également relevé une hausse des effectifs militaires côté bélarusse.

> Niedziela na wschodniej granicy. Życzymy Wam i sobie @PolskaPolicja @Straz_Graniczna #WojskoPolskie przede wszystkim spokoju. #NaStrazyGranicy pic.twitter.com/7buUY6V81k
> — podlaska Policja (@podlaskaPolicja) November 14, 2021

14 novembre, 7h – Au camp de Bruzgi-Kuźnica : augmentation du nombre de soldats côté bélarusse.

Le ministère polonais de la Défense a publié une vidéo montrant un déploiement supplémentaire de quelques dizaines d'hommes en uniformes côté bélarusse – dont certains sont visiblement armés.

14 novembre, 7h – Lasers et stroboscopes : l'intensité du conflit monte dangereusement

Les garde-frontières polonais ont publié une vidéo montrant que les autorités bélarusses ont utilisé des lasers et des stroboscopes afin d'aveugler leurs agents déployés dans les environs du village de Czeremcha (situé environ 150km au Sud du camp de Kuźnica) dans la nuit du 12 au 13 novembre. D'après les garde-frontières, ce procédé devait permettre à un groupe d'une centaine de personnes de franchir la frontière.

« Cela relève déjà de l'utilisation d'une arme, même s'il s'agit d'une arme non létale » a averti Marek Świerczyński, directeur du département de la Sécurité et des Affaires internationales au sein du think tank Polityka Insight.

Les garde-frontières indiquent également que les agents bélarusses ont endommagé la clôture et les fils barbelés marquant la frontière, et ont fourni les exilés en gaz lacrymogène.

13 novembre, 18h – Une compagnie aérienne syrienne suspend ses liaisons avec Minsk

Cham Wings Airlines, une compagnie aérienne syrienne privée dont le siège social se trouve à Damas, a annoncé samedi soir qu'elle suspendait ses vols à destination de Minsk, « en raison de la situation critique à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne ».

13 novembre, 16h30 – Les journalistes pourront-ils accéder à la zone frontalière ?

L'état d'urgence décrété au début du mois de septembre à la frontière avec la Biélorussie expirera à la fin du mois de novembre. Le gouvernement entend prolonger ce statut spécial par un amendement à la loi sur la protection des frontières. Le ministre de l'Intérieur et de l'Administration, Mariusz Kamiński, a fait savoir que l'amendement permettra aux journalistes d'accéder à la zone frontalière, mais selon des règles strictes qui n'ont pas encore été précisées.

Mercredi, le Premier ministre Morawiecki a déclaré que le gouvernement « envisage de créer près de la frontière un centre de presse pour les journalistes ». Pour l'heure, les nombreux journalistes étrangers venus du monde entier pour couvrir la crise sont tenus à l'écart de l'espace frontalier qui ressemble à un glacis militaire où patrouillent 15 000 soldats. ***Source : Gazeta Wyborcza.***

13 novembre, 16h – Une nouvelle victime retrouvée côté polonais

Le corps d'un jeune Syrien a été retrouvé vendredi dans un bois, près de la petite localité de Wólka Terechowska, adossée à la frontière avec le Bélarus, a fait savoir samedi matin la police de la région de Podlachie, qui n'a pas encore déterminée la cause du décès. ***Source : Podlaska Policja***

13 novembre, 9h – Le camp à la frontière polono-bélarusse en voie de pérennisation

Le camp de fortune installé aux abords du point de passage frontalier de Bruzgi-Kuźnica semble être là pour durer. L'agence des garde-frontières bélarusse a diffusé aujourd'hui une vidéo montrant les personnes bloquées à la frontière protégeant leurs tentes contre le froid au moyen de troncs

d'arbres et de branches.

Une vidéo publiée par le ministère polonais de l'Intérieur montre les autorités bélarusses distribuant le matériel nécessaire.

Tandis que le nombre d'arrivées de ressortissants irakiens, syriens et yéménites au Bélarus est appelé à diminuer fortement du fait des mesures prises par Belavia et Turkish airlines, l'instabilité de la zone frontière semble en voie de pérennisation.

13 novembre, 9h – « Coopérer avec les autorités bélarusses » pour « éviter une crise humanitaire »

Les ministres de l'Intérieur d'Autriche, de Pologne et des trois pays baltes appellent des organisations internationales et associations à « coopérer avec les autorités bélarusses » pour « éviter une crise humanitaire »

Les ministres de l'Intérieur d'Autriche, de Pologne et des trois pays baltes ont signé une lettre adressée à plusieurs organisations internationales (UNHCR, IOM, UNICEF, CICR) ainsi qu'à Médecins sans Frontières, les appelant à coopérer avec Minsk afin d'éviter « une crise humanitaire » au Bélarus en délivrant une « aide humanitaire et médicale » aux personnes se trouvant sur le territoire bélarusse.

« La détérioration des conditions climatiques avec l'arrivée de l'hiver fait courir de grands risques aux personnes entreprenant ce dangereux voyage », peut-on lire dans la lettre.

Contredisant les nombreux témoignages fournis par les ONGs présentes sur le terrain, Les ministres assurent que « les autorités lettonnes, lituaniennes et polonaises ont fourni une aide humanitaire et médicale d'urgence aux personnes qui en avaient besoin sur leur territoire ».

Enfin, les signataires du courrier comptent sur la coopérations de ses destinataires pour « aider les migrants à retourner dans leur pays d'origine […] et participer activement à la réduction du flux migratoire en direction de la frontière orientale de l'UE ».

12 novembre, 11h – Des compagnies aériennes cessent leurs vols vers Minsk

La pression de l'Union européenne et des États-Unis est forte pour assécher le flux de passagers aériens à destination de Minsk.

A compter de ce 12 novembre, la compagnie aérienne du Bélarus, Belavia, cesse de transporter des citoyens irakiens, syriens et yéménites sur ses vols au départ de la Turquie et à destination de Minsk, rapporte Belsat.

Jakub Kumoch, directeur du Bureau de Politique international du Président de la République, a annoncé jeudi 11 novembre que la compagnie aérienne Turkish Airlines « n'acceptera plus à bord

des vols à destination de Minsk les citoyens d'Irak, de Syrie Drapeau et du Yémen, à l'exception des détenteurs de passeports diplomatiques ».

Quelques jours plus tôt, le Premier ministre Mateusz Morawiecki avait critiqué une « parfaite synchronisation » entre Ankara, Minsk et Moscou, dans la crise en cours. Un certain nombre de personnes ayant traversé ou se trouvant actuellement à la frontière polono-bélarusse ont en effet gagné Minsk depuis Istanbul. D'après le quotidien Rzeczpospolita, la question faisait l'objet d'intenses discussions entre les autorités polonaises et turques depuis deux mois.

12 novembre, 9h30 – L'Ukraine inquiète d'une possible arrivée de migrants sur son sol

Le gouvernement ukrainien anticipe une arrivée de migrants sur son territoire en renforçant les mesures de sécurité à sa frontière avec le Bélarus. Minsk pourrait tenter de rediriger les flux de migrants – bloqués à ses frontières avec la Pologne et la Lituanie – vers le Sud. « L'objectif principal est d'empêcher une percée massive de la frontière de l'État », a résumé le ministre de l'intérieur Denis Monastyrski. ***Source : Ministère ukrainien de l'Intérieur***

12 novembre, 8h45 – Des migrants passés à tabac

Trois personnes, un couple d'Irakiens et un Syrien, ont été passés à tabac jeudi après-midi près de Hajnówka en Podlasie. Les vêtements de la femme ont été arrachés et les deux hommes ont été frappés avec un pied de biche en métal. L'un d'eux a été touché à la tête, rapporte l'association humanitaire Grupa Granica. Les trois personnes veulent déposer une demande en vue d'obtenir le statut de réfugié en Pologne. Il s'agit du premier cas documenté d'attaque et de vol de réfugiés dans la zone frontalière polonaise ces derniers mois. ***Source : Onet.pl***

12 novembre, 8h30 – Europol et Frontex à la frontière polono-biélorusse

La crise polono-bélarusse en cours va connaître un début d'européanisation alors que deux agences européennes vont déployer du personnel à la frontière, avec l'aval du gouvernement polonais.

Des experts du « European migrant smuggling centre » d'Europol « aideront la Pologne à faire face à la situation qui s'est créée à la frontière » a indiqué la porte-parole de la Commission européenne Dana Spinat.

Frontex, l'Agence européenne des garde-frontières, dont l'utilité avait été mise en doute par le Premier ministre Mateusz Morawiecki lors d'une session extraordinaire du Parlement le 9 novembre, enverra deux « Fundamental Rights Monitors » aux points de passages frontaliers entre la Pologne et le Bélarus. Cette mesure a été annoncée par le Fundamental Rights Officer de l'Agence, Jonas Grimheden, lors d'une audition au Parlement européen. Aucune opération de Frontex venant en soutien direct aux garde-frontières polonais n'est, pour l'heure, prévue.

11 novembre, 14h – Les soldats polonais traquent les migrants loin des caméras des journalistes

Nos correspondants Hélène Bienvenu et Patrice Senécal se trouvent sur place à la frontière orientale de la Pologne où se déroule une crise humanitaire. « *Il règne un calme trompeur* » nous dit Patrice, « *une ambiance très différente de celle que nous avons vu fin octobre. Les ONG de bénévoles présentes aux abords de la zone d'exclusion n'ont pas eu de secours à effectuer ces trois derniers jours, comme si le vaste camp improvisé près de Kuznica faisait goulot d'étranglement* ».

Notre correspondant décrit aussi « *une région campagnarde d'ordinaire très paisible qui ressemble aujourd'hui à un glacis militaire, dans un concert de sirènes et de gyrophares ininterrompu* », avec pas moins de 15 000 soldats déployés sur zone.

Une habitante du village de Nowe Masiewo, situé dans la zone d'exclusion, qui sert de source d'informations à nos correspondants, témoigne que les militaires polonais traquent les migrants dans les forêts situées dans la zone d'exclusion, interdite aux journalistes.

« *Des journalistes du monde entier arrivent dans la région, mais il leur est impossible de pénétrer dans la zone d'exclusion car il y a des check-points partout* », rapporte notre correspondant.

Les autorités polonaises redoutent de nouvelles tentatives massives de franchissement de la frontière. « *La frontière entre les deux pays est très longue, plus de 400 km, donc les biélorusses peuvent trouver d'autres points de passage pour déborder les Polonais* », estime Patrice Senécal.

Lire notre reportage Dans les coulisses d'un refoulement à la frontière polono-biélorusse

11 novembre, 7h30 – La nuit a été calme dans les environs de Kuźnica

Jeudi matin, le porte-parole de la police de Podlasie a fait savoir que la nuit s'est déroulée sans incidents dans les environs de Kuźnica. Un groupe de plusieurs dizaines de migrants se serait toutefois rassemblé proche de Białowieża, côté biélorusse.

Comme les deux nuits précédentes, les migrants ont allumé des feux de camp par dizaines dans les bois de l'espace frontalier pour survivre aux températures, un peu moins froides que la veille, avoisinant 0°C.

La Pologne célèbre ce 11 novembre le Jour de l'Indépendance et ses autorités redoutent que Minsk ne redouble d'ardeur, en cette journée symbolique, dans sa tentative de déstabilisation. ***Source : Gazeta Wyborcza***

10 novembre, 22h30 – Une victime de 14 ans parmi les migrants bloqués à la frontière

Selon les informations d'OKO.Press, en contact avec des migrants appartenant au groupe arrivé lundi à la frontière polonaise, un jeune kurde de 14 ans est décédé mercredi dans le grand camp de fortune installé près du passage frontalier de Kuźnica.

10 novembre, 11h – Moscou et Ankara impliqués dans l'acheminement des migrants ?

Les services de sécurité allemands pointent la responsabilité de Moscou et d'Ankara dans l'acheminement de migrants depuis le Moyen-Orient vers la Biélorussie. Les compagnies Aeroflot et Turkish Airlines sont celles qui réalisent le plus grands nombre de vols vers Minsk à l'heure actuelle. ***Source : Bild***

10 novembre, 8h30 -Des chasses au migrant sur le territoire polonais

Hier et la nuit dernière, deux groupes de plusieurs dizaines de personnes ont réussi à traverser la frontière et à pénétrer en Pologne, près de Krynki et Białowieża. Les gardes-frontières et les policiers dépêchés sur place ont attrapés et renvoyés la plupart d'entre eux à la frontière, mais des recherches ont été lancées pour retrouver les autres. ***Source : Gazeta Wyborcza***

Des dizaines de feux de camp ont été allumés la nuit dernière le long de la frontière, alors que la température était de -2°C.

9 novembre, 17h30 – « Les gardes-frontières biélorusses nous empêchent de retourner à Minsk »

Le média polonais OKO.Press est en contact avec plusieurs migrants dans les camps adossés à la frontière polonaise. L'un d'eux, un Irakien qui se prénomme Wshyar, écrit par SMS : « *C'est calme dans le camp. Les gens sont impuissants. Nous n'avons ni eau ni nourriture. Il y a beaucoup d'enfants malades, nous ne pourrons pas survivre par ce temps. Les gardes-frontières biélorusses nous empêchent de retourner à Minsk* ». Un autre informateur, Rawand, Irakien lui aussi, a publié quelques photos, dont celle-ci :

9 novembre, 17h – La Lituanie décrète un état d'urgence

Le Seimas, le Parlement lituanien, a déclaré l'état d'urgence à la frontière avec le Bélarus. Une telle décision est inédite depuis l'indépendance de la Lituanie en 1990. La Lituanie craint que le flux migratoire, qui est pour l'heure essentiellement dirigé vers la Pologne, ne change de direction. ***Source :*** **Seimas**

Les gardes-frontières lituaniens ont enregistré 170 tentatives de franchissement illégal de la frontière entre la Biélorussie et la Lituanie mardi, pour 73 tentatives lundi. ***Source : Gazeta Wyborcza***

Selon le portail d'information lituanien Delfi, relayé par OKO.Press, un groupe de 500 personnes a été transféré vers la frontière avec la Lituanie, au cours de la nuit dernière. Toutefois, ces informations ne sont pas encore confirmées.

9 novembre, 9h30 – Pas d'incidents pendant la nuit, des tirs entendus hier soir et ce matin

Les exilés ont passé la nuit dans un camp de fortune à la frontière. Ils sont au nombre de 2 000 selon Minsk et de 3-4 000 selon Varsovie. Ils ont dressé des tentes et allumé des feux pour se tenir chaud alors que les températures étaient largement négatives la nuit dernière.

Le porte-parole de la police de Podlasie, Tomasz Krupa, a informé mardi matin que la situation est calme et qu'« *aucune tentative de franchissement de la frontière par la force* » ne s'est produite pendant la nuit. ***Source : Gazeta Wyborcza***

> The situation at the border between #Belarus and #Poland this morning. Reportedly no incidents during the night.Let's remember that yesterday behind migrants were armed Belarusian servicemen. It looked like they weren't letting them back.I'm wondering whether they are still there pic.twitter.com/0BjI6HcBZj
> — Hanna Liubakova (@HannaLiubakova) November 9, 2021

Hier soir, les soldats biélorusses ont dissuadé ceux qui tentaient de rebrousser chemin en effectuant des tirs de sommation. Des tirs en rafale ont aussi été entendus ce matin.

> #Belarus Shots are heard again on the Belarusian-Polish border. It It is unclear who was shooting pic.twitter.com/B8kcIJkaFt
> — Hanna Liubakova (@HannaLiubakova) November 9, 2021

9 novembre, 8h30 – Des files de candidats à l'exil à l'aéroport de Damas ?

Une vidéo apparue en ligne, dont l'origine est incertaine, qui aurait été tournée les 6 et 7 novembre, montrerait des files de personnes devant l'aéroport de Damas. La plupart d'entre eux seraient des Kurdes du nord de l'Irak qui partent pour Minsk.

Le nombre de vols vers Minsk en provenance du Moyen-Orient est en forte augmentation et près d'un millier de migrants arrivent chaque jour en Biélorussie.

> A video appeared online, reportedly taken on November 6-7. Hundreds are waiting for flights in Damascus organized by coordination between Belarus, Russia, and Assad. Their destination is Minsk, and from there to the Polish border. Most of them are Iraqi Kurds. pic.twitter.com/04ky87HjWC
> — Ruslan Trad (@ruslantrad) November 8, 2021

8 novembre, 17h – Un camp s'établit pour la nuit qui tombe

S'exprimant lors d'une conférence de presse suite à une réunion de la cellule de crise du gouvernement, le porte-parole de l'exécutif Piotr Müller a souligné qu'il s'agissait là de « la situation la plus dure » à laquelle le gouvernement a dû faire face depuis le début de la crise « organisée » par les autorités bélarusses.

D'après les autorités polonaises, il y aurait entre 3000 et 4000 personnes rassemblées dans la zone frontière. On peut voir sur une vidéo publiée par le ministère polonais de la Défense l'immense camp qui s'est formée entre la forêt et la clôture récemment installée par les autorités.

Malgré cette situation inédite, le porte-parole du gouvernement s'est dit confiant dans l'efficacité des forces déployées (12 000 soldats d'après le ministre de la Défense) et ne voit pas la nécessité de demander l'assistance de Frontex, l'Agence européenne des garde-frontières.

Le chef du Bureau de la sécurité nationale a néanmoins exprimé sa préoccupation, les assauts sur les infrastructures frontalières pouvant reprendre « dans les prochaines heures ».

Les organisations humanitaires, de Grupa Granica au UNHCR, appellent à l'apaisement de la

situation et exigent que les procédures soient respectées. « L'utilisation des réfugiés et des migrants à des fins politiques est inacceptable et doit cesser » a rappelé l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

> Służbom MSWiA i żołnierzom udało się zatrzymać pierwszą masową próbę sforsowania granicy. Obecnie migranci rozbili obóz w rejonie Kuźnicy. Są cały czas pilnowani przez białoruskie służby. pic.twitter.com/IpP0wdPXhC
> — Ministerstwo Obrony Narodowej ?? (@MON_GOV_PL) November 8, 2021

8 novembre, 12h30 – Un groupe de migrants massé le long de la frontière

Le ministère polonais de la Défense a diffusé des images aériennes sur lesquelles ont voit un groupe de plusieurs centaines de personnes massées le long de la clôture dressée par la Pologne à sa frontière avec le Bélarus. Elles se trouvent côté bélarusse, à proximité du point de passage frontalier de Bruzgi-Kuźnica.

Selon les informations de Nexta et du Grupa Granica, il s'agit essentiellement de Kurdes du nord de l'Irak dont l'intention était de pénétrer légalement en Pologne par le poste-frontière, mais qui ont été détournés dans les bois par les forces bélarusses.

> Grupa migrantów znajduje się obecnie w okolicach Kuźnicy pic.twitter.com/w5VxXp9QqQ
> — Ministerstwo Obrony Narodowej ?? (@MON_GOV_PL) November 8, 2021

8 novembre, 10h45 – Les autorités polonaises se préparent contre un « assaut » de la frontière

Un porte-parole de la police de Podlasie a indiqué à Onet.pl que des renforts de tout le pays ont été envoyés à la frontière polono-biélorusse au cours du week-end. Il s'agit de policiers anti-émeute

équipés pour repousser un « assaut » attendu aujourd'hui dans la zone du poste frontière de Kuźnica. Ils viennent seconder l'armée et le corps des gardes-frontières. ***Source : Onet.pl***

« *Ils ne passeront pas* », a assuré lundi matin sur Twitter le vice-ministre polonais de l'Intérieur, Maciej Wasik, précisant que les gardes-frontières polonais sont au nombre de 16 000 et qu'ils sont assistés de 10 000 soldats. Préparant un conseil de Défense et appelant à l'union de toutes les forces politiques, le premier ministre Mateusz Morawiecki a qualifiée la frontière de l'Etat polonais de « *sacrée* ». ***Source : PAP.pl***

8 novembre, 9h – Minsk accroit la pression migratoire sur la frontière polonaise au risque d'une escalade des violences

Le nombre de vols vers Minsk est en forte augmentation et près d'un millier de migrants arrivent chaque jour en Biélorussie en provenance du Moyen-Orient. Des groupes convergent vers la frontière de l'Union européenne. Côté polonais, les humanitaires redoutent une escalade des violences et des souffrances.

Lire notre article Minsk accroit la pression migratoire sur la frontière polonaise au risque d'une escalade des violences

> #Minsk accroît la pression migratoire sur la frontière polonaise au risque d'une escalade des violences. Des centaines de migrants convergent vers la frontière orientale de l'#UE. En #Pologne, les humanitaires redoutent une escalade des violences. #Belarus https://t.co/bBIIlK2xYZ https://t.co/nvkAdWWzX3
> — Le Courrier d'Europe centrale (@CEuropeCentrale) November 8, 2021

5 novembre, 10h – Les caractéristiques de la barrière anti-migrants dévoilées

Lors d'une conférence de presse organisée le jeudi 4 novembre, Le ministre de l'Intérieur polonais Mariusz Kamiński a donné davantage de détails sur le mur que le gouvernement polonais envisage

de construire sur une portion de la frontière polono-bélarusse.

Le mur, essentiellement constitué d'acier, sera d'une hauteur de 5,5 mètres (avec du fil barbelé à son sommet) et s'étendra sur environ 180 kilomètres. Il sera accompagné de caméras et de capteurs à détection de mouvement.

La construction du mur devrait être achevée à la fin du 1er semestre 2022.

Image de synthèse diffusée sur le compte Twitter de Mariusz Kamiński.

4 novembre, 13h – Combien de morts ?

L'interdiction faite aux journalistes d'accéder à la zone frontière (couverte par l'État d'urgence) prive les citoyens d'un accès à une information fiable. C'est la conclusion à tirer des vives discussions qu'a provoqué un entretien publié le samedi 30 octobre par l'hebdomadaire allemand *Focus*.

Interrogé sur la situation humanitaire à la frontière, l'adjoint au maire de la commune de Michałowo y contestait le bilan officiel de neuf morts : « d'après ce que j'ai entendu, il y aurait au moins 70 morts. Certains estiment même que le nombre s'élève à 200 décès » affirmait-il. Il ajoutait avoir « entendu » que des corps flotteraient dans la rivière Świsłocz, marquant la frontière avec le Bélarus.

Les garde-frontières ont publié un démenti sur les réseaux sociaux, accompagné d'une vidéo de la rivière. « Cette rivière est surveillée quotidiennement par nos agents » ont-ils indiqué.

31 octobre, 8h – Des néo-nazis chasseurs de migrants

Les associations néonazies Niklot Białystok et Narodowy Białystok ont publié un appel sur les réseaux sociaux à créer des patrouilles frontalières pour chasser les migrants. « En tant que Polonais, nationalistes, nous nous sentons obligés de protéger [nos frontières]. Nous formons des patrouilles nationales dans les zones frontalières non couvertes par l'état d'urgence. « *Nous ne regarderons plus passivement la prochaine vague d'immigrants inonder notre patrie à cause d'une loi défectueuse et d'activistes libéraux de gauche* », écrit Niklot Białystok. ***Source : Wyborcza.pl.***

29 octobre, 18h – Notre reportage à la frontière orientale de l'UE

« Il y avait deux autres amis avec moi dans la forêt, que leur est-il arrivé ? Je me suis évanoui. » Patrice Senécal, envoyé spécial en Podlachie par Le Courrier d'Europe centrale, a pu assister au mécanisme bien rodé des violations du droit d'asile qui se multiplient à la frontière orientale de l'Union européenne. Le reportage est en accès libre.

Comme la Lituanie, la Pologne veut sa barrière anti-migrants à la frontière biélorusse

21 octobre, 12h – Le désarroi des bénévoles face à la détresse des migrants

Agata Majos s'est rendu à Hajnówka avec le réseau militant Grupa Granica qui tente de soulager la souffrance des migrants en perdition dans la forêt polonaise. « Mon premier jour au QG des militants, près de la ville de Hajnówka. Je vais à ma première intervention. Un groupe de six personnes, cinq Syriens et un Irakien. C'est leur dixième séjour sur le sol polonais. Les gardes-frontières polonais les ont repoussés déjà neuf fois. Ça fait un mois qu'ils essayent de traverser cette forêt ». **La suite de son reportage est à lire ici.**

21 octobre, 12h – « Les pushbacks ne peuvent pas être légalisés », dit une Commissaire européenne

La Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović, a vivement condamné dans un communiqué les retours sommaires « parfois accompagnés de violence » (ou « pushbacks ») réalisés aux frontières extérieures de l'Union européenne, notant qu'ils avaient « proliféré à un rythme alarmant ». Mme Burić dénonçait également les tentatives de « légaliser » les pushbacks, référence à peine masquée à la loi récemment adoptée par le Parlement polonais conférant un vernis de légalité à ces pratiques.

La prise de position ferme du Conseil de l'Europe fait écho au discours que la Commissaire aux affaires intérieures Ylva Johansson, avait prononcé la veille, mercredi 20 octobre, au Parlement européen. « Les pushbacks ne peuvent pas devenir la norme. Les pushbacks ne peuvent pas être légalisés », a-t-elle déclaré.

Début octobre, une vaste enquête menée par plusieurs journaux, citée par Mme Johansson dans son discours, apportait des preuves visuelles de « pushbacks » réalisés en Croatie et en Grèce. Les associations actives à la frontière polono-bélarusse dénoncent des agissements similaires de la part des gardes-frontières polonais.

21 octobre, 11h – Un 8e corps de migrant retrouvé, dans le Boug

Le corps d'un jeune homme de nationalité syrienne âgé de 19 ans a été retrouvé mercredi 20 octobre dans le Boug, cours d'eau marquant la frontière entre la Pologne et le Bélarus. Son compagnon de voyage, un Syrien âgé de 22 ans interpellé la veille, a affirmé qu'ils avaient été poussés dans la rivière par les garde-frontières bélarusses. Aucun d'eux ne savait nager.

Il n'y a aucun doute sur son identité, a déclaré Andrzej Fijołek, porte-parole du commandant de Lublin. Une autopsie est prévue et les circonstances de sa mort feront l'objet d'une enquête menée par le parquet.

Il s'agit de la 8ème victime reportée, mais ce chiffre est vraisemblablement sous-évalué, d'après les témoignages des personnes secourues par les associations présentes dans la zone frontière.
Sources : Onet.pl et PAP

15 octobre, 15h – Légalisation des « pushbacks » pour refouler les migrants

La chambre basse du Parlement polonais a adopté jeudi 14 octobre une série d'amendements légalisant les « push-backs » dont se rendent coupables les autorités à la frontière polono-bélarusse. **En savoir plus ici.**

15 octobre, 8h – La Diète approuve le financement d'un mur à la frontière avec le Bélarus

La chambre basse du Parlement polonais a adopté, mercredi soir, un projet loi d'initiative gouvernementale devant permettre le financement d'un mur à la frontière avec le Bélarus. Ce projet est désormais entre les mains du Sénat.

Les principaux partis d'opposition (la Plateforme Civique [PO] de Donald Tusk, les partis de gauche, le mouvement Polska 2050 de Szymon Hołownia) ont voté contre. Toutefois, aussi bien le parti agrarien PSL que Porozumienie, le parti de Jarosław Gowin qui avait pourtant quitté la coalition gouvernementale en s'érigeant en défenseur des libertés individuelles, ont apporté leur soutien au projet.

15 octobre, 8h – Une 5e victime retrouvée

Le corps sans vie d'un jeune Syrien de 24 ans a été retrouvé jeudi, non loin de la frontière polono-biélorusse, portant à cinq le nombre de personnes décédées retrouvées en Pologne. Selon les personnes secourues par les associations présentes dans la région (au-delà de la zone couverte par l'État d'urgence), ce chiffre serait très sous-estimé. ***(Source :* Rzeczpospolita)**

14 octobre, 15h – La Commission européenne sort de son silence

Après des semaines d'alerte, la Commissaire européenne aux affaires intérieures, Ylva Johansson, a enfin évoqué le sort des personnes en détresse à la frontière polono-biélorusse : « Je suis très préoccupée par les informations faisant état de personnes, dont des enfants, coincées dans des forêts dans une situation désastreuse aux frontières extérieures de l'UE ». Elle a demandé une rencontre avec les ambassadeurs de Pologne et de Lituanie.

> I'm very concerned about reports of people including children stuck in forests in dire situation at external EU borders with #Belarus.
> I requested the @EU_Commission + @eu_eeas meet with

> PL ?? LT ?? LV?? Ambassadors Thursday 14 Oct to discuss possible ways forward.
> — Ylva Johansson (@YlvaJohansson) October 13, 2021

14 octobre, 14h – La Diète s'empare du projet de barrière anti-migrants

Le projet de loi du gouvernement sur la construction d'un mur à la frontière avec la Biélorussie sera très probablement la loi la plus rapidement adoptée par le gouvernement PiS, écrit *Rzeczpospolita*. Le projet a été envoyé par le ministère de l'Intérieur et de l'Administration au Conseil des ministres mardi après-midi et a été soumis au Sejm le même jour.

Selon le projet de loi, la pression sur la frontière polonaise et européenne depuis la Biélorussie (une section critique de 187 kilomètres) est sans précédent et ne faiblit pas. Au cours des deux derniers mois (août-septembre) près de 8 000 tentatives de franchissement irrégulières de la frontière ont été enregistrées par les gardes-frontière polonais. ***(Source : Rzeczpospolita)***

> Comme la Lituanie, la Pologne veut sa barrière anti-migrants à la frontière biélorusse

1er octobre, 10h – Pour le gouvernement polonais, les migrants sont des terroristes, des pédophiles et des zoophiles

L'entreprise de déshumanisation des migrants bloqués à la frontière orientale du pays, avec le Bélarus, par les autorités polonaises bat son plein.

La conférence de presse du 27 septembre lors de laquelle les ministres de l'intérieur, Mariusz Kaminski, et de la Défense, Mariusz Blaszczak, ont présenté de supposées preuves selon lesquelles les migrants bloqués à la frontière orientale du pays, avec le Bélarus, se livreraient à des activités terroristes, pédophiles et zoophiles, continue de faire des vagues en Pologne.

« Présenter des photos de ce type à ce stade est une erreur, qui prouve que les services de sécurité n'ont rien trouvé de sérieux, qu'ils n'ont aucune preuve », a réagi l'ancien directeur de l'Agence polonaise de renseignement extérieur (AW) en 2015-16, Grzegorz Małecki. « Aucune des informations fournies par le ministère de l'Intérieur n'indique que nous traitons avec des membres identifiés d'organisations terroristes », a déclaré Małecki. **Sources : Notes from Poland, OKO.Press**

27 septembre, 17h30 – Une nouvelle victime à la frontière polono-biélorusse

Tard vendredi soir, un Irakien de 16 ans en très mauvaise santé a réussi à se rendre du côté polonais de la frontière avec sa famille. Toute la famille a ensuite été repoussée en Biélorussie par les gardes-frontières polonais. Le jeune homme de 16 ans est décédé pendant la nuit. Voici ce qu'affirme la fondation Ocalenie qui tente d'œuvrer en faveur des exilés à la frontière polono-biélorusse.

Le gardes-frontières contestent ces faits, suggérant que la situation pourrait s'être déroulée du côté biélorusse de la frontière. La Fondation Ocalenie affirme détenir la preuve que le garçon de 16 ans et sa famille étaient passés en Pologne, le jeune homme dans un état de santé épouvantable. Kalina Czwarnóg de la fondation Ocalenie affirme que « la famille a été renvoyée en Biélorussie. Le garçon est mort pendant la nuit ».

Le 19 septembre, 4 personnes ont été retrouvées mortes dans l'espace frontalier, vraisemblablement de froid. ***Source : Onet. pl***

21 septembre, 10h30 – « La crise migratoire va s'intensifier », prévient le ministre polonais de l'Intérieur

Le ministre polonais de l'Intérieur, Mariusz Kamiński, a annoncé lundi l'envoie d'un demi-milliers de soldats supplémentaires pour renforcer le dispositif dé défense de la frontière avec le Bélarus et la prolongation probable de l'état d'urgence.

La Biélorussie augmente la pression de l'émigration illégale vers les frontières de l'UE en acheminant « *des dizaines de milliers d'immigrants dans son pays afin de les livrer à la frontière avec la Pologne* », a prévenu pour sa part le premier ministre Mateusz Morawiecki.

Le gouvernement de Minsk a ouvert un régime d'exemption de visa avec le Pakistan, la Jordanie et l'Égypte, et l'aéroport de Grodno, situé à seulement 20 km de la Pologne, a reçu le statut d'aéroport international. Autant de signes qui mettent Varsovie en alerte . « *Des centaines de milliers de personnes seront amenées à notre frontière orientale* », a même affirmé Mariusz Kamiński.

20 septembre, 10h – 4 morts retrouvés par les gardes-frontière polonais

Dimanche soir, les garde-frontières polonais ont informé avoir découvert les corps de trois personnes près de la frontière avec le Bélarus. Une cause probable de décès pourrait être l'hypothermie, les températures ayant fortement chuté ces derniers jours dans la région. Le Parquet a annoncé avoir ouvert une enquête. La présence d'une 4e victime a été confirmée par la suite.

La Pologne découvre avec effarement les effets de sa politique de verrouillage des frontières. Tandis que les morts se comptent déjà par milliers en méditerranée centrale et que plusieurs incidents mortels ont été recensés le long de la route balkanique, la frontière orientale de l'Union européenne, jusqu'alors peu concernée par les mouvements migratoires de masse de ces dernières années, pourrait devenir le théâtre de nouvelles tragédies. (Sources : Polityka.pl, bialystok.wyborcza.pl)

6 septembre, 17h – La Diète se penche sur l'état d'urgence

Les députés doivent approuver ou rejeter l'arrêté présidentiel qui a instauré un état d'urgence dans les zones frontalières orientales de la Pologne.

« *Le camp est une couverture pour les services biélorusses. […] Nous savons qu'ils aident les immigrés, leur fournissent de la nourriture et les aident à se rendre illégalement en Pologne. Nous appelons les autorités biélorusses à cesser ces activités* », a déclaré le Premier ministre Mateusz Morawiecki lors d'une conférence de presse.

Selon le ministre de l'Intérieur et de l'Administration, Mariusz Kamiński, laisser entrer en Pologne la trentaine d'exilés coincés à la frontière reviendrait à en laisser entrer 300, puis 3 000 et 30 000. Les réfugiés « *peuvent se présenter au consulat polonais à Grodno, à l'ambassade à Minsk et y déposer leurs demandes, qui seront examinées. Personne ne les oblige à camper, ils peuvent facilement partir.* »

L'état d'urgence n'a d'autre but que d'empêcher tout témoin de ce qu'il se passe à la frontière de la Pologne, a déclaré pour sa part, vendredi, l'ancien ministre de l'Intérieur, Bartłomiej Sienkiewicz, de la Plateforme civique. *Source : Gazeta Wyborcza.*

Lundi 6 septembre 16h – Un appel à l'intervention de la Croix-Rouge

Danuta Kuroń, célèbre militante polonaise pour les droits de l'Homme, a lancé un nouvel appel à la Croix-Rouge polonaise pour que celle-ci se porte au secours de la trentaine d'Afghans toujours bloquée dans un *no man's land* sur la frontière entre la Pologne et le Bélarus à Usnarz Górny.
« *Nous appelons une fois de plus la Direction générale de la Croix-Rouge polonaise et son président à envoyer une mission humanitaire à Usnarz et à la frontière polono-biélorusse.* […] *Depuis que les autorités ont instauré l'état d'urgence dans les zones proches de la frontière polono-biélorusse, la Croix-Rouge est la seule organisation qui peut entrer dans cette zone* », argumente Danuta Kuroń. *(Source : Gazeta Wyborcza)*

Samedi 4 septembre, 8h – « Usnarz Górny restera un triste symbole de combien la Pologne ne respecte pas les droits de l'Homme »

Le couvre-feu est entré en vigueur à la frontière de la Pologne avec le Bélarus, obligeant la poignée de militants de la Fondation Ocalenie à abandonner le groupe de 32 Afghans pris en étau entre les deux pays, à Usnarz Górny. C'est avec un mégaphone, dans la nuit à 22h30, 1h30 avant l'entrée en vigueur du couvre-feu, qu'ils ont fait leur adieu aux réfugiés. « *Dites que nous leur présentons nos excuses, que nous sommes tristes. Et nous ferons de notre mieux pour les aider* », a dicté la militante Kalina Czwarnóg à l'interprète.

« *Je suis heureuse d'avoir réussi à les aider un peu. Grâce au député Maciek Konieczny, les Afghans ont obtenu des tentes, sinon ils auraient dormi en plein air pendant deux semaines, sous la pluie et*

dans le vent, par ces nuits froides. Au moins, nous avons pu les soulager un peu. Mais Usnarz Górny restera un triste symbole de combien la Pologne ne respecte pas les droits de l'Homme », a déclaré Kalina Czwarnóg à OKO.Press.

2 septembre, 18h30 – L'état d'urgence instauré

Le Président de la République Andrzej Duda, sur proposition du Premier ministre Mateusz Morawiecki, a instauré l'état d'urgence le long de la frontière avec le Bélarus. « Nous parlons d'un groupe de réfugiés affaiblis et d'une poignée de militants qui veulent les aider. Où voyez-vous une menace à l'ordre public ? », a réagi l'association SIP.

Comme la Lituanie, la Pologne veut sa barrière anti-migrants à la frontière biélorusse

2 septembre, 11h30 – Le HCR et la Croix-Rouge biélorusse ont apporté de l'aide aux 32 Afghans

Le HCR et la Croix-Rouge biélorusse ont rendu visite mercredi 1er septembre au groupe d'une trentaine d'Afghans coincés dans un *no man's land* à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, selon un communiqué de presse de cette agence onusienne pour les réfugiés.

« Le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, en collaboration avec l'organisation partenaire de la Croix-Rouge biélorusse, avec le soutien du Comité d'État des frontières du Bélarus, a visité pour la deuxième fois la semaine dernière la section de la frontière biélorusse-polonaise dans la région de Grodno, où se trouve depuis plus de trois semaines un groupe des 32 réfugiés afghans, dont des hommes, des femmes et des enfants », indique le communiqué.

Les gardes-frontières biélorusses ont publié le communiqué tout en soulignant que « la partie polonaise est obligée de prendre toutes les mesures pour résoudre la situation, d'admettre les organisations internationales de défense des droits de l'homme et humanitaires auprès des réfugiés et de traiter les demandes de protection [des migrants] ».

La Pologne, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie accusent la Biélorussie d'avoir organisé le transfert d'immigrants sur leur territoire dans le cadre d'une « guerre hybride » que leur livrerait Minsk.
Source : Dziennik Gazeta Prawna

1er septembre – Des militants enchaînés à Wrocław

A Wrocław, en Basse-Silésie, des militants manifestent depuis le mardi 31 août à midi devant le bureau provincial de la voïvodie de Basse-Silésie. Ils ont monté des tentes et se sont enchaînés à une balustrade pour faire entendre une unique revendication : qu'une assistance médicale soit apportée aux réfugiés afghans qui séjournent à la frontière polono-biélorusse depuis plus de trois semaines.

31 août – Vers un état d'urgence à la frontière orientale de la Pologne

Le gouvernement polonais a demandé au président de proclamer un état d'urgence dans les régions frontalières avec la Biélorussie. Il couvrirait 115 localités de la voïvodie de Podlachie et 68 de la voïvodie de Lublin et serait en vigueur pendant 30 jours.

Des militants d'associations polonaises qui tentent de venir en aide aux réfugiés dénoncent une mesure destinée à les priver d'accès à l'espace frontalier et aux réfugiés. Ils y voient aussi une manœuvre destinée à dissimuler aux médias les pratiques de « pushback » consistant à expulser manu militari les migrants sans leur permettre de faire valoir leur droit à l'asile.

30 août – état des lieux des tensions migratoires à la frontière entre le Bélarus et la Pologne

Quels sont les chiffres ? Quelles sont les mesures prises par le gouvernement polonais ? Quels sont les termes du débat en Pologne ? Lisez l'article questions/réponses d'un de nos correspondants à Varsovie.

Tensions migratoires à la frontière entre le Bélarus et la Pologne : état des lieux